

# Renouer avec l'ambition industrielle

Nous poursuivons ici notre contribution au débat qui tarde à être officiellement lancé, à la préparation de la nouvelle stratégie industrielle que tout le pays attend avec impatience. En 1966, lorsque la "stratégie de développement de l'Algérie" avait été élaborée et adoptée puis lancée "sur le terrain", avec déjà le plan triennal 1967-1969 mais surtout le premier plan quadriennal 1970-1973, le choix était fait que ce développement devait se confondre avec l'industrialisation. On nous apprenait même qu'en fait, il ne s'agit pas là d'un choix mais d'une obligation.

On ne pouvait pas en effet opter pour un développement basé sur l'agriculture car l'Algérie n'est pas un pays agricole avec une superficie agricole utile qui représente seulement 3% du territoire et les zones les mieux arrosées se situant dans les régions montagneuses.

Aujourd'hui, plus de trente années après, l'Algérie est-elle un pays industrialisé ou mieux, un pays industriel ?

Les chiffres les plus récents sur l'industrie nationale plaideraient plutôt pour une réponse négative. En effet, la place de l'industrie dans l'économie n'a cessé de se réduire depuis le début des années 1990. A partir de cette période, le poids relatif de l'indus-

trie dans le PIB diminue régulièrement et en 2005, l'industrie ne représente plus que 5,7% du PIB contre 44% pour les hydrocarbures. Les chiffres étaient de 16% pour l'industrie et 30% pour les hydrocarbures au début des années 1980. Pour rappel, en 2005 l'agriculture représente 9% du PIB, le BTP 10% et les services 29%.

Du point de vue de la valeur ajoutée produite (exprimée en dollars courants) le secteur industriel stagne dans toutes les branches. Et c'est le secteur public qui tire les performances vers le bas. Le secteur privé a vu sa part dans la valeur ajoutée de l'industrie nationale progresser rapidement. Elle a doublé entre 1995 et 2000 et atteint aujourd'hui le tiers (1/3) de la valeur ajoutée industrielle. Cette augmentation de la contribution du secteur privé est due certes à l'investissement qui a été réalisé par les promoteurs privés. Mais elle est due aussi à la perte régulière de parts de marché par l'industrie publique.

## Comment se structure aujourd'hui notre industrie ?

Contrairement à ce que pourrait laisser penser le modèle d'industrialisation lourde lancé au début des années 1970, l'industrie algérienne est aujourd'hui à dominante agroalimentaire puis beaucoup

moins à contenu sidérurgique mécanique et électrique. Les raisons de cette "glissade" sont nombreuses et ce n'est pas le lieu, ici, aujourd'hui d'en débattre. Notons simplement que la production industrielle réalisée aujourd'hui dans notre pays est à 55% d'origine agroalimentaire alors que les industries sidérurgiques, métallurgiques, électriques et électroniques réunies (ISMME) ne produisent que 11% de la production totale. Les industries chimiques, pour leur part, produisent 6% de la production vendue.

La production industrielle publique se concentre sur trois branches : agroalimentaire, ISMME et chimie-caoutchouc.

Ces trois branches produisent plus de 35% de la production industrielle publique totale. L'industrie privée est encore moins diversifiée puisque deux branches : l'agroalimentaire et textile-confection produisent 42% de la production industrielle privée.

Ces quelques indications suffisent à montrer que l'Algérie ne dispose pas de structures industrielles diversifiées. Cette industrie est de plus minée par des rendements faibles, les équipements obsolètes et en fin de vie, un manque d'investissement de renouvellement. L'industrie publique se meurt et ne peut même

pas être sauvée par la privatisation que les pouvoirs publics espéraient externe, c'est-à-dire réalisée par des repreneurs étrangers disposant de capitaux, de technologie et de savoir-faire. L'industrie privée pour sa part s'oriente sur le montage et le bout de chaîne et les branches à retour d'investissement rapide. Un tel état des lieux montre bien que notre industrie dans sa structuration actuelle est dans l'incapacité totale de tirer quelque profit que ce soit des accords d'association que nous avons signés avec l'Union européenne ni de notre adhésion prochaine à l'OMC.

Pour résumer, on peut souligner que l'industrie algérienne est aujourd'hui caractérisée par d'énormes capacités de production oisives soit par insuffisance de marché, soit par obsolescence des équipements. La productivité des facteurs y est faible et même négative. Les techniques de gestion et plus généralement de management sont inadaptées et donc inefficaces.

La nouvelle stratégie industrielle actuellement en préparation doit nécessairement passer par un programme de restructuration industrielle. Ce programme touche bien évidemment d'abord à l'entreprise. Les programmes de restructuration indus-

trielle comportent généralement deux volets complémentaires : un volet de "restructuration défensive" qui concerne les entreprises qui ne peuvent plus assurer leur viabilité économique dans leur structuration actuelle et qui se restructurent pour assurer leur survie. Dans le cas de notre industrie, beaucoup d'entreprises aussi bien publiques que privées, se trouvent dans cette situation.

Ici, le rôle de l'Etat est primordial si on veut éviter la désindustrialisation et le chômage massif. Le second volet de la restructuration industrielle est celui qui concerne la "restructuration offensive", processus par lequel une entreprise, un groupe d'entreprises ou un secteur qui ont des taux de rentabilité satisfaisants, cherchent, grâce à l'introduction de technologies et de techniques nouvelles, de lancement de produits nouveaux, de redéploiement territorial, à améliorer leur compétitivité et à augmenter sensiblement leur taux de rentabilité. Cette catégorie d'entreprises existe en Algérie mais elles restent peu nombreuses. Nous avons besoin de nous lancer aujourd'hui dans la restructuration offensive.

A ce niveau, ce sont les équipements, les technologies et dans certains cas les sites de production qui devront être revus et des chan-



Par Abdelmadjid Bouzidi  
[abdelmadjidbouzidi@yahoo.fr](mailto:abdelmadjidbouzidi@yahoo.fr)

gements importants y être apportés.

En ce qui concerne les restructurations des secteurs et branches industriels, les changements visent la recombinaison des filières par la création d'unités nouvelles, créatrices de valeur, la mise en place de lignes de produits nouveaux, l'amélioration de la couverture du marché. La réussite d'un programme de restructuration industrielle nécessite la réunion d'au moins deux conditions :

1/ L'obtention d'un consensus social : aussi bien l'établissement du diagnostic que l'élaboration et la mise en œuvre du plan de restructuration industrielle doivent impérativement associer les représentants des collectifs de producteurs, travailleurs et cadres de l'entreprise.

2/ L'Etat doit nécessairement s'impliquer financièrement et piloter la mise en application du programme.

A. B.

## POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

[laalamh@yahoo.fr](mailto:laalamh@yahoo.fr)  
[laalamhakim@hotmail.com](mailto:laalamhakim@hotmail.com)



## UN PEUPLE ENTRE LES LIGNES !

La Tunisie interdite aux Algériens de moins de 30 ans.  
 Et l'Algérie interdite aux

...Algériens de tous âges !

Il en est ainsi de notre quotidien. Il est réglé sur le tempo des lignes peintes de toutes les couleurs par les GML, les Grands Maîtres des Lignes. Un jour, on oblige le commun des Algériens à ne pas franchir les lignes vertes, afin de ne pas gêner les frères arabes venus tailler bavette à Alger. Un autre jour, on trace aux pieds des avocats et des justiciables des lignes rouges à ne franchir sous aucun prétexte sous peine de se voir retiré de la circulation pour un long moment. Un autre jour on montre du doigt une ligne bleue et l'on jette sur tous ceux qui s'en approcheraient d'un peu trop près l'anathème de «hizb França». Un autre jour encore, on interdit aux Algériens de franchir à reculons une ligne noire, de la couleur d'une décennie que les GML voudraient effacer des mémoires coûte que coûte. Un autre jour encore, ce sont nos épouses et nos filles que les GML voudraient faire marcher sans dévier d'un pouce sur des lignes grise, beige, marron, aux cou-

leurs de ces hidjab, véritable muraille mouvante et asexuée. Bref ! Vous l'aurez compris, il est devenu extrêmement difficile pour les Algériens de marcher sans risquer de se prendre les pieds dans une ligne de couleurs ou, pis, dans un entrelacs de lignes multicolores et vicieuses. Un comble lorsqu'on sait que depuis près d'un demi-siècle, ceux qui nous dirigent n'ont jamais clairement donné l'impression d'avoir une ligne tracée dans leur manière de nous gouverner. Géomètres improbables, ils font penser à des enfants à qui l'on donne pour la première fois une feuille de papier et des feutres, et à qui l'on demande de dessiner. Ils gribouillent. Et nous, leurs parents, nous nous extasions, car ce sont nos enfants. Mais ce que nous acceptons de nos enfants, nous ne sommes pas obligés de le tolérer d'adultes payés pour nous ouvrir des espaces de vie et d'espoir, pas pour nous obstruer la perspective à coups de lignes dont la profusion cancéreuse fait de plus en plus penser à une immense cage. Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.